

# CRISE DES INÉGALITÉS EXTRÊMES DANS LA SADC

## Résumé Exécutif



Development  
Finance  
International



**NORWEGIAN CHURCH AID**  
actalliance



**OXFAM**

## RÉSUMÉ

En 2018, Development Finance International (DFI) et Oxfam désignaient l'Afrique australe comme la région la plus inégalitaire du continent africain, tout en soulignant que certains des gouvernements en question avaient pris conscience de la nécessité de prendre des mesures plus fortes pour réduire les inégalités<sup>1</sup>. En 2022, sur la base de l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI), ce rapport de DFI, Norwegian Church Aid (NCA) et Oxfam constate que de nombreux États membres de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC)<sup>2</sup> font preuve d'un engagement considérable dans la lutte contre les inégalités, mais encore très insuffisant pour compenser les énormes inégalités engendrées par le marché et exacerbées par la pandémie de COVID-19.

Bien qu'elles contribuent à environ 10 % du PIB de la SADC et représentent 25 % des exportations régionales, environ 7 % des emplois directs et 20 % des recettes des gouvernements nationaux<sup>3</sup>, les industries extractives exacerbent souvent les inégalités et la pauvreté. Cela est dû en grande partie aux mécanismes limités de promotion de la participation publique tout au long de la chaîne de valeur des industries extractives, de la négociation des contrats/licences à la participation libre, préalable et informée des communautés. Cela entraîne des conflits et des expulsions, la corruption et la mainmise de l'État, une fiscalité injuste, des flux financiers illicites et la contrebande.

Avant la pandémie, les États membres de la SADC accusaient en moyenne un retard de 33 % par rapport à leurs homologues d'Afrique du Nord en matière d'ERI et faisaient moitié moins bien que les pays les plus performants au niveau mondial. Les États membres de la SADC obtiennent d'assez bons résultats en matière de fiscalité progressive, mais cela ne se traduit pas par des services publics accessibles aux personnes vivant dans la pauvreté, et les droits du travail restent insuffisants. Plusieurs pays membres de la SADC (Afrique du Sud, Namibie, Eswatini, Botswana et Seychelles) ont été durement touchés par la pandémie (avec des taux de mortalité parmi les 64 les plus élevés au monde). Les taux d'infection et de mortalité dans toute la région ont en outre fortement augmenté entre avril et la mi-août 2021. Il est également de plus en plus évident que la pandémie a déclenché la pire crise économique de la région depuis des décennies, précipitant des millions de personnes dans la pauvreté et exacerbant les inégalités. La crise se poursuit en raison de l'inégalité vaccinale obscène dans le monde : fin mars 2022, seulement 14 % des citoyen-nes de la SADC avaient un schéma vaccinal complet<sup>4</sup>.

La pandémie a eu un impact économique immédiat stupéfiant, avec la contraction de 80 milliards de dollars du PIB de la SADC<sup>5</sup> et la destruction de 35,5 millions d'emplois (26 % des emplois qui existaient fin 2019), selon une étude<sup>6</sup>. Des enquêtes menées dans six pays ont montré que plus de 60 % des citoyen-nes ont perdu leur revenu ou leur travail à cause de la COVID-19<sup>7</sup>.

De nombreux pays de la région introduisent l'austérité au moment même où les infections par la COVID-19 augmentent. En raison d'une marge budgétaire limitée, neuf gouvernements ont réduit leurs dépenses en 2021. Dans l'ensemble de la SADC, les budgets ont été réduits de 12,1 milliards de dollars<sup>8</sup>, soit bien plus du double de ce qu'il en coûterait (5,1 milliards de dollars) pour acheter et administrer des vaccins à l'ensemble des citoyen-nes de la SADC<sup>9</sup>. Les données pour 2022-2026 font apparaître une réduction prévue des dépenses publiques de 30,2 milliards de dollars par rapport à 2021, ce qui équivaut à une réduction annuelle de 6 milliards de dollars pour chacune des cinq années<sup>10</sup>. Ce montant serait suffisant pour augmenter les dépenses publiques de santé de 28 %, les faisant passer de 177 dollars par habitant-e (moyenne actuelle) à 226 dollars par habitant-e, et les maintenir à ce niveau jusqu'en 2026<sup>11</sup>.

Certains des pays les plus touchés font face à une austérité d'une ampleur décourageante. Par exemple, les réductions prévues par le gouvernement zambien pour la période 2022-2026 équivalent à cinq fois son budget annuel pour la santé ; au Malawi, au Mozambique et aux Seychelles, elles représentent deux fois leur budget de la santé<sup>12</sup>. Il est quasiment certain qu'une telle réduction des budgets publics ne permettra pas d'inverser l'augmentation des inégalités due à la pandémie et empêchera les fortes hausses des dépenses sociales nécessaires pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030.

Le danger de l'austérité est aggravé par un autre effet de la pandémie : l'augmentation rapide de la dette. Les gouvernements ont dû limiter les dépenses sociales pour faire face à l'augmentation du service de la dette. Avant même la pandémie, le service de la dette atteignait des niveaux astronomiques dans la plupart des pays de la SADC, les gouvernements dépensant en moyenne près de trois fois plus pour le service de la dette intérieure et extérieure que pour la santé. En 2020-2021, le service de la dette a absorbé en moyenne 42,2 %

des recettes publiques des pays de la SADC. Les initiatives de suspension de la dette décrétées par les pays du G20 en 2020-2021 se sont révélées terriblement insuffisantes.

La combinaison des coupes budgétaires, de l'augmentation de la dette et de la lenteur de la reprise en raison des inégalités vaccinales à l'échelle mondiale risque de pousser la crise des inégalités au sein de la SADC vers des niveaux inédits.

Toutefois, cela n'est pas une fatalité (reportez-vous aux recommandations formulées dans le **Chapitre 7**). L'augmentation des recettes fiscales recèle un énorme potentiel pour financer les programmes publics de réduction des inégalités. Si les États de la SADC augmentaient leurs recettes fiscales de seulement 1 % du PIB au cours des cinq prochaines années (2022-2026), ils récolteraient 44,3 milliards de dollars supplémentaires, soit une moyenne de 8,9 milliards de dollars par an. Cette somme serait suffisante pour offrir une éducation de qualité à près de 15 millions d'élèves du primaire chaque année<sup>13</sup>.

Les États peuvent collecter ces recettes de manière progressive afin de lutter contre les inégalités, en augmentant les taux d'imposition et le recouvrement de l'impôt sur le revenu et en renforçant les impôts sur la fortune. Cela permettrait également de compenser la hausse phénoménale des revenus et de la fortune des personnes les plus riches d'Afrique australe pendant la pandémie. Par exemple, les cinq hommes les plus riches de la région ont vu leur fortune augmenter de 3,2 milliards de dollars au cours des 19 premiers mois de la pandémie, soit plus que les fonds nécessaires à la vaccination complète de 60 % des citoyen-nés de la SADC<sup>14</sup>. Des enquêtes menées dans huit pays de la SADC montrent que plus des trois quarts des citoyen-nés considèrent qu'il serait juste de taxer davantage les riches afin de financer des programmes en faveur des personnes vivant dans la pauvreté<sup>15</sup>. Les industries extractives pourraient jouer un rôle majeur dans la collecte de recettes nécessaires aux dépenses dans les secteurs favorables aux personnes pauvres. L'Afrique australe a besoin d'un « État développementaliste » qui abandonne son rôle de pourvoyeur de conditions favorables aux investisseurs (en grande partie étrangers) au profit de celui de régulateur et d'acteur économique capable d'influencer la redistribution et de faciliter la réalisation de l'égalité.



Il est également crucial que les recettes fiscales soient consacrées en toute transparence aux services publics qui réduisent le plus les inégalités (éducation, santé, protection sociale et agriculture vivrière familiale et paysanne). Cependant, la plupart des États membres de la SADC sont loin d'atteindre les dépenses nécessaires pour réaliser les ODD en matière de couverture universelle pour l'éducation, la santé et la protection sociale, et les objectifs du Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) en matière de dépenses agricoles.

Il y a une limite à ce que les budgets publics peuvent faire pour réduire les inégalités extrêmement élevées engendrées par les marchés du travail. De nombreux pays de la SADC font partie de ceux où les inégalités salariales sont les plus fortes au monde et où les niveaux de chômage et d'emploi informel et précaire sont élevés, ce qui prive les travailleurs et plus particulièrement encore les travailleuses de droits du travail. Les États devront redoubler d'efforts pour étendre et faire respecter les droits du travail et s'attaquer aux causes structurelles des inégalités, notamment en matière d'accès aux ressources comme la terre et les services financiers.

Les comparaisons statistiques avec les indices de gouvernance mondiale (Indice de perception de la corruption et Indice du budget ouvert) révèlent de fortes corrélations entre un bas niveau de corruption, des budgets transparents et un engagement élevé dans la lutte contre les inégalités, en particulier dans la SADC. Pour être probantes, les politiques de lutte contre les inégalités doivent donc s'accompagner de mesures de lutte contre la corruption et d'une grande transparence budgétaire.

Les organismes régionaux tels que la SADC, et la communauté internationale au sens large, peuvent également aider les pays à se détourner d'une austérité délétère au profit d'une reprise inclusive et de grande ampleur. Le FMI et la Banque mondiale, en particulier, doivent encourager la hausse progressive des impôts, les mesures de lutte contre la fraude fiscale, l'augmentation du financement des services publics et l'amélioration des droits du travail et de la protection sociale. Pour éviter l'austérité et libérer des fonds pour les dépenses sociales, la communauté internationale doit apporter un financement bien supérieur par le biais d'un allègement urgent et ambitieux de la dette et d'une augmentation de l'aide. Il convient également d'envisager l'émissions régulière de droits de tirage spéciaux du FMI au cours de la prochaine décennie.

La pandémie de COVID-19 a fait dérailler les efforts des États de la SADC pour réduire la pauvreté et les inégalités, et une austérité post-pandémique ne ferait qu'aggraver la situation. Il n'est pas trop tard pour changer de cap. En augmentant les impôts des personnes les plus à même d'en payer et moyennant des financements extérieurs et un allègement urgent de la dette, les pays de la SADC pourraient dépenser davantage pour les services publics et renforcer les droits des travailleurs et des travailleuses. En outre, les bénéfices des industries extractives doivent être partagés équitablement par le biais des budgets nationaux en finançant la prestation de services essentiels dont l'état de délabrement a été mis en évidence par la pandémie de COVID-19, ainsi que les secteurs productifs comme l'agriculture qui concentrent la majorité de la population de la région. Les États pourront alors vaincre l'austérité et mieux protéger leurs citoyen-nes contre les futures pandémies : mais cela ne se produira que si les gouvernements, les institutions régionales et la communauté mondiale renforcent radicalement leur engagement à réduire les inégalités d'ici 2030.

## NOTES

Sauf mention contraire, les liens cités ont été consultés pour la dernière fois en novembre 2021.

- 1 Voir M. Lawson et M. Martin (2018), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018 : Classement mondial des États selon leurs actions concrètes pour s'attaquer à l'écart entre riches et pauvres*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2018-a-global-ranking-of-government-620553>
- 2 Ce rapport analyse 15 des 16 États membres de la SADC. Les Comores sont exclues en raison de l'absence de données publiques suffisantes pour leur inclusion dans l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités.
- 3 I. Ramdoo. (2020). *Les conséquences de la COVID-19 pour l'emploi dans le secteur minier*. IGF. The International Institute for Sustainable Development. Disponible à l'adresse <https://www.iisd.org/publications/brief/impact-covid-19-employment-mining>
- 4 Données de Our World in Data (2022), *Coronavirus (COVID-19) Vaccinations*. Voir aussi OMS (2 septembre 2021), *Huit pays sur 10 en Afrique risquent de ne pas atteindre l'objectif fixé pour la vaccination contre la COVID-19*. Selon le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, seulement 33 % des plus de 1,45 milliard de doses de vaccin administrées dans le monde dans le cadre du programme COVAX l'ont été en Afrique.
- 5 Cette estimation est obtenue en comparant les prévisions de croissance du PIB réel fournies par le FMI pour 2020 avant la crise de la COVID-19 (octobre 2019) avec les chiffres effectifs de la croissance du PIB réel de la région en 2020 (octobre 2021). La différence est considérée comme représentant la perte économique de la région. Les projections de 2019 proviennent du FMI (2019), *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, Faire face à l'incertitude*. <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/SSA/Issues/2019/10/01/sreo1019>. La croissance effective du PIB en 2020 provient du FMI (2021a), *World Economic Outlook Database: October 2021*. <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2021/October>
- 6 I. Strauss, G. Isaacs et J. Rosenberg (2021), « *The Effect of Shocks to GDP on Employment in SADC Member States During COVID-19 Using a Bayesian Hierarchical Model* », *African Development Review*, 33, S221–S237.
- 7 J. Ray (3 mai 2021), *COVID-19 Put More Than 1 Billion Out of Work*. Gallup. <https://news.gallup.com/poll/348722/covid-put-billion-work.aspx>
- 8 Ce chiffre est calculé à partir des projections du FMI concernant les dépenses publiques en pourcentage du PIB, en comparant les chiffres de 2020 avec ceux de 2021, et en convertissant les montants en dollars en les comparant au PIB en prix courants. Données du FMI (2021a), *World Economic Outlook Database: October 2021*.
- 9 Ce chiffre est basé sur un schéma à deux doses avec un coût estimé de 7 dollars par dose pour les 418,2 millions de citoyens de la région. Le coût estimé de la vaccination est basé sur une estimation de l'OMS, voir : Reuters (28 avril 2021), *Donate \$7 for a COVID-19 Vaccine to Help End Pandemic, WHO Urges*. <https://www.reuters.com/article/health-coronavirus-who-donation/donate-7-for-a-covid-19-vaccine-to-help-end-pandemic-who-urges-idUSL8N2MK5MD>  
Les données sur la population proviennent de la Banque mondiale (2021), *Population, total*. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL>
- 10 Ce chiffre est calculé à partir des projections du FMI concernant les dépenses publiques en pourcentage du PIB, en comparant les chiffres pour la période 2022-2026 avec les niveaux de dépenses de 2021, convertis en dollars en les comparant au PIB en prix courants. Données du FMI (2021), *World Economic Outlook Database: October 2021*.
- 11 Les projections de nouvelles dépenses de santé publiques par habitant-e s'appuient sur la somme des dépenses de santé par habitant-e actuelles et de la réduction annuelle moyenne des dépenses pour les cinq années entre 2022 et 2026. Les dépenses publiques par habitant-e provenant de la base de données de l'OMS sur les dépenses mondiales de santé ont été utilisées pour obtenir les dépenses publiques de santé (en dollars nominaux aux prix courants).
- 12 Ces chiffres s'appuient sur la comparaison des réductions prévues pour la période 2022-2026 en pourcentage du PIB avec les données de la base ERI sur les dépenses publiques de santé pour la dernière année disponible.
- 13 Ce chiffre est calculé à partir des recettes publiques (en pourcentage du PIB) pour 2021, converties en dollars en les comparant au PIB aux prix courants et en calculant à combien correspondrait un point de pourcentage supplémentaire. D'après ce calcul, une augmentation des recettes de 1 % du PIB en 2021 produirait 8,9 milliards de dollars supplémentaires en moyenne chaque année pendant les cinq années jusqu'en 2026, ce qui représenterait environ 44,3 milliards de dollars sur cinq ans. Les données sur les recettes publiques proviennent du FMI (2021a), *World Economic Outlook Database: October 2021*. On estime le coût annuel moyen de la fourniture d'un enseignement primaire de qualité pour les cinq années entre 2022 et 2026 à 596 dollars en prenant les chiffres de l'UNESCO pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, ce qui correspond mieux aux pays de la SADC. Voir UNESCO (2015), *Chiffrer le droit à l'éducation : le coût de la réalisation des nouvelles cibles d'ici à 2030*. <https://fr.unesco.org/gem-report/node/819>
- 14 Ce chiffre est basé sur l'analyse des données de Forbes pour la période comprise entre le 18 mars 2020 et le 30 septembre 2021 concernant cinq milliardaires : Koos Bekker, Nicky Oppenheimer et sa famille, et Patrice Motsepe, tous originaires d'Afrique du Sud, et Mohammed Dewji et Strive Masiyiwa, de Tanzanie et du Zimbabwe, respectivement.
- 15 Ces chiffres sont basés sur les enquêtes Afrobarometer Round 8 dans huit pays de la SADC : Afrique du Sud, Zimbabwe, Zambie, Maurice, Malawi, Lesotho, Namibie et Botswana. [https://afrobarometer.org/publications?field\\_author\\_value=Stitle=round+8&field\\_publication\\_type\\_tid=437&field\\_publication\\_country\\_nid=All&field\\_language\\_tid=All](https://afrobarometer.org/publications?field_author_value=Stitle=round+8&field_publication_type_tid=437&field_publication_country_nid=All&field_language_tid=All).

## Oxfam International, mai 2022.

Ce résumé exécutif a été rédigé par Matthew Martin. Oxfam, DFI et Norwegian Church Aid remercient Anthony Kamande, Romao Xavier, Dailles Judges, Daud Kayisi, Mathias Kafuda, Helen Bunting, Helen Wishart et Max Lawson d'Oxfam, ainsi que Kjetil Abildsnes, Silje Margrete Ander, Felix Ngosa et Nelson Joao de Norwegian Church Aid pour leur participation.

Norwegian Church Aid est une organisation œcuménique diaconale œuvrant pour la justice mondiale avec des partenaires dans plus de 22 pays. Nous venons en aide aux plus pauvres et aux personnes dans le besoin, indépendamment de leur croyance, de leur origine ethnique, de leur affiliation politique ou religieuse.  
<https://www.kirkensnodhjelp.no/en/>.

Pour toute information complémentaire sur les problématiques abordées dans ce document, veuillez contacter : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Envoyez un e-mail à [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-891-5 en mai 2022.  
DOI : 10.21201/2022.8793

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduction et relecture : eXcelLingua (Pierre Le Grand et Jérôme Richard) et Barbara Scottu

## Development Finance International

Le Development Finance International Group est une organisation à but non lucratif de promotion, de conseil et de recherche en matière de renforcement des capacités, qui travaille avec plus de 50 gouvernements et organisations internationales et organisations de la société civile dans le monde pour contribuer à la lutte contre la pauvreté et les inégalités grâce au financement du développement. Pour plus d'informations, voir [www.development-finance.org](http://www.development-finance.org) et [www.governmentspendingwatch.org](http://www.governmentspendingwatch.org)

## Photos

Photo de couverture : Martha et son bébé devant sa petite parcelle agricole à Phalombe, au Malawi. Au moment où la photo a été prise, la famille de Martha était gravement affectée par la sécheresse et était confrontée à des pénuries alimentaires en raison de maigres récoltes.  
Photo : Aurelie Marrier d'Unienville/Oxfam AUS.

Page 3 : Francisca, en RDC, utilise le kit qu'Oxfam lui a fourni pour se laver les mains. « L'accès à l'eau est un problème dans la ville de Kinshasa », dit-elle. « Grâce au kit, je peux consacrer une grande quantité d'eau à la préparation de la bouillie. Grâce au savon, je peux me laver les mains et éviter d'attraper la COVID-19 et faire le ménage. »  
Photo : Anastasie Langu/Oxfam.

## Oxfam

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))  
Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam Aotearoa ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam Colombie ([lac.oxfam.org/countries/colombia](http://lac.oxfam.org/countries/colombia))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))  
Oxfam IBIS (Danemark) (<https://oxfamibis.dk/>)  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Intermón (Espagne) ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Mexique ([www.oxfamexico.org](http://www.oxfamexico.org))  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))  
KEDV ([www.kedv.org.tr](http://www.kedv.org.tr))